

**Résolution adoptée**  
Séance plénière du 25 mars 2026

*Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre*

**Déclaration du groupe Associations**

Parce qu'il se méfie de toute généralisation, toute stigmatisation, le groupe des associations a aussitôt adhéré aux premières lignes de cette résolution rappelant que les attaques contre les droits des femmes et des minorités traversent toutes les régions du monde, tous les héritages culturels et religieux. Sans n'être l'apanage d'aucune doctrine en particulier.

Bien sûr, il y a l'Afghanistan où les femmes vivent l'enfer sur terre. L'Iran dont le slogan de rue « Femme, Vie, Liberté » demande égalité et justice et rappelle qu'il ne suffit pas seulement d'être en vie, il faut également être libre.

Il y a aussi ces pays de Méditerranée, comme la Tunisie par exemple, jadis le plus avancé dans le monde arabe sur les droits des femmes et qui depuis recule en matière d'égalité de genre. Même sans intégrisme déclaré, l'islamisation des esprits des gouvernants a beaucoup gagné dans tout ce pourtour géographique.

Et il y a aussi l'autre rive de la Méditerranée, l'Europe, guère épargnée par cette offensive internationale de conservatisme et de masculinisme que les conquies des femmes dérangent.

En Europe, donc, au cours des cinq dernières années, des mouvements anti-genre travaillent à un projet de société pensé, structuré, déployé dans l'espace médiatique, politique et institutionnel. Il a pour eux des ennemis clairement identifiés et combattus : l'IVG, la contraception, le divorce, le genre, la PMA, les droits LGBTQ+, l'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité (Evars).

Et surtout, ces dernières années, ce mouvement qui fantasme une Europe blanche, chrétienne, masculiniste, dispose de beaucoup d'argent pour financer des campagnes anti-avortement, contre l'éducation à la sexualité des manifestations anti-LGBT, de thérapies de conversion et des programmes de formation d'élites politiques.

Cet entrisme s'étend jusqu'au Parlement européen obtenant des fonds publics et liant de solides alliances avec les partis d'extrême-droite. Cette Résolution, de façon très documentée, décrypte cette stratégie dont la France est le deuxième pays, après la Hongrie, à soutenir par des fonds privés.

Si les sujets des femmes ne concernent pas certains d'entre vous, chers lecteurs, ne vous méprenez pas. Aujourd'hui, c'est leurs droits qui est ciblée. Demain, ce seront les droits

humains, les droits sociaux, les droits associatifs, syndicaux - la question de l'État de droit, tout simplement.

Aussi, c'est dans la défense des principes démocratiques que le CESE, doit être le lieu des convergences, au-delà de nos différences de sensibilités, de nos désaccords même. Car fondamentalement - là est la menace collective - le populisme déteste la démocratie.

En cela, l'engagement de cette résolution est noble.